

BIÉLORUSSIE

Nouveaux prisonniers d'opinion

Index AI : EUR 49/015/2004

ÉFAI

Jeudi 22 juillet 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FLASH

Les autorités biélorusses ont fait une nouvelle fois la preuve de leur refus de tolérer quelque forme d'opposition politique que ce soit. Les manifestations anti-gouvernementales qui se sont déroulées hier 21 juillet à Minsk, à l'occasion du dixième anniversaire de la présidence d'Alexandre Loukachenko, ont débuté par une vague d'interpellations et se sont terminées par des condamnations à des peines d'emprisonnement prononcées ce jeudi 22 juillet.

« *Les autorités biélorusses continuent de faire preuve d'un mépris flagrant pour les droits humains de leurs citoyens* », a déclaré Amnesty International.

Amnesty International suivra les dossiers des personnes condamnées ; l'organisation considère qu'il s'agit de prisonniers d'opinion.

Complément d'information

Un groupe de jeunes militants se préparaient à défiler dans les rues du centre de Minsk, la capitale, et à rejoindre la manifestation principale Place de Bangalore, lorsqu'un grand nombre d'hommes des forces spéciales des OMON et des policiers en civil ont bloqué tout accès à la place principale de la ville. Un groupe d'une centaine de jeunes militants du mouvement *Zubr* s'est également trouvé bloqué par environ le même nombre de policiers. Une cinquantaine de manifestants ont été frappés et embarqués à bord de plusieurs bus ; des passants, parmi lesquels des gens âgés, ont été bousculés et poussés sans ménagement sur les côtés. Parmi les personnes interpellées, certaines ont été remises en liberté le soir même, tous les mineurs notamment, mais 26 manifestants ont passé la nuit au centre de détention d'Okrestina. Ils comparaissent en jugement ce jeudi 22 juillet et les premières condamnations sont déjà tombées.

Le coordinateur du mouvement *Zubr*, Yevgueny Afnagel, a été condamné à dix jours de détention administrative, Dmitry

Bondarenko, coordinateur de la Charte 97 ainsi que d'autres membres de *Zubr* ont été condamnés à des peines allant de deux à quinze jours et certains ont été condamnés à verser une amende de 200 à 300 dollars.

Selon les informations dont nous disposons, la manifestation principale Place de Bangalore aurait attiré environ 4 000 personnes ; elle n'aurait pas été interrompue mais au moment de la dispersion, 50 jeunes militants auraient été interpellés par la police, entassés dans des bus et conduits à une vingtaine de kilomètres en dehors de la ville avant d'être relâchés. Ils auraient été frappés, menacés et leurs objets personnels, tels que bijoux et montres, leur auraient été enlevés. Un autre groupe de militants de Orzha, dans la région de Vitebsk, n'aurait pu se rendre à Minsk par la route, la police les en ayant empêché pour un problème de permis de conduire ; ils auraient été forcés de rebrousser chemin. ●

Voir également le communiqué portant l'index AI EUR 49/014/2004
<http://web.amnesty.org/library/index/fraeur490142004>

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>